

DE LA DÉCLARATION DE GUERRE À LA CHUTE DE L'EMPIRE (1) ...

8 août 1870.

A peine la guerre est elle commencée, qu'il ne s'agit plus pour nous, hélas! d'aller à Berlin, mais d'empêcher si faire se peut que les Prussiens n'entrent dans Paris, qu'on met déjà en état de défense.

Il paraît que toujours le règne des Bonaparte commencera par un coup d'Etat pour finir par l'invasion.

Paris révolutionnaire a fait une tentative aujourd'hui pour se délivrer de cette race maudite, mais malgré les trente mille hommes qui sont allés tantôt réclamer des députés de l'opposition qu'ils proclament la déchéance de Bonaparte, ceux-ci n'ont pas eu le courage de le faire - prétextant que l'heure n'est pas encore venue.

Ces gens ont peur de la révolution avant tout. C'est, là le vrai motif de leurs hésitations.

On dit que Cassagnac, le père, a demandé au Corps législatif de décréter leur arrestation immédiate et leur exécution sommaire. Quel dommage que la majorité n'ait pas eu l'audace d'accepter sa proposition.

Elle eût hâté certainement le mouvement et nous eût en même temps débarrassés de ces farceurs.

Je ne croyais pas qu'il me fût possible de voir augmenté le mépris que m'inspiraient depuis longtemps les députés prétendus républicains, follement élus par Paris l'an dernier.

Ces hommes sont au-dessous encore de tout ce qu'on peut imaginer de plus bas.

La *Fédération ouvrière* ayant cru devoir envoyer des délégués à ces messieurs, pour savoir s'ils ne vont pas enfin donner à la population parisienne le signal qu'elle a malheureusement le tort d'attendre d'eux pour jeter à bas ce gouvernement de malheur, nous nous sommes rendus, au nombre d'une soixantaine, chez Crémieux, rue Bonaparte, où se trouvaient réunis les députés Pelletan, Emmanuel Arago, Desseaux, de Rouen, Giraud, du Cher, Glais-Bizoin et le maître du logis.

C'est la seconde fois que je me trouve dans ce grand salon où j'étais venu en 1850 demander des explications au nom des condamnés de la rue Michel-Lecomte. Rien de changé. Il me semble que c'était hier.

On leur expose la situation, qu'ils connaissent d'ailleurs aussi bien que nous, de même que les désastres épouvantables qu'elle peut amener si elle se prolonge. Ces messieurs se retranchent derrière la vieille légende de 1851: le peuple de Paris les a abandonnés alors. A lui de prendre l'initiative maintenant. Les députés verront ce qu'ils auront à faire.

(1) Titre de l'extrait choisit par *Anti.mythes*.

- Mais, leur répond-on, lequel d'entre vous a été abandonné, trahi, comme vous dites, par les ouvriers de Paris, au Deux-Décembre?

Lequel de vous, ici présents, ou de vos collègues absents et alors mandaté par le peuple, a fait acte de résistance sérieuse à cette époque? Osez-vous revendiquer la mort de Baudin? Lequel de vous tous à cherché à le venger? Et n'aviez-vous pas fait tout pour que le peuple ne pût organiser de résistance sérieuse? Ne l'aviez-vous pas désarmé? N'aviez-vous pas brisé légalement une à une toutes les organisations?

Et puisque vous dites que c'est au peuple aujourd'hui à prendre l'initiative, (et, en effet, il a tort de ne pas le faire,) pourquoi, il y a quelques jours, avez-vous supplié les trente mille hommes qui entouraient le Corps législatif d'attendre que vous leur donniez ce signal que vous refusez de donner à cette heure?

Mis au pied du mur par ces observations sans réplique, Arago et Pelletan se rabattent alors sur l'opportunité. L'heure n'est pas venue encore.

Il faut attendre, ne craint pas d'ajouter Pelletan, il faut attendre que quelque nouveau désastre indique plus clairement encore le danger. Il est possible qu'on apprenne bientôt, par exemple, la chute de Strasbourg, en ce moment investi. Alors il sera temps d'agir. Mais jusque-là il n'y a rien à faire.

Le député Giraud, du Cher, seul des députés présents proteste, indigné, contre d'aussi misérables calculs.

Deux des assistants prennent successivement la parole. Ce sont deux avocats alsaciens, nommés Puthod et Engelhard, délégués tous deux par les Strasbourgeois pour presser les députés de Paris de prendre une résolution virile et suprême.

«Prenez garde, leur disent ces deux citoyens, qu'une fois Strasbourg au pouvoir de l'ennemi, il ne redevienne jamais français».

Mais toutes les protestations sont vaines. Ces prétendus républicains sont unis aux bonapartistes par un même sentiment: *Périsse la Patrie plutôt que de la voir triompher de l'ennemi par la Révolution.*

Nous nous retirons épouvantés, Briosne et moi, en songeant que, malgré tout, le moment approche où fatalement le pouvoir tombera entre les mains de pareilles gens.

Que d'abominables trahisons nous fait pressentir cette honteuse soirée!

Blanqui et quelques-uns des siens ont tenté de prendre l'initiative du mouvement dont les députés se refusent à donner le signal. Après avoir désarmé un poste de pompiers à la Villette, ils ont invité la population du quartier à se joindre à eux. Soit indifférence de la part de ceux à qui ils se sont adressés, soit que, n'étant pas avertis, ces derniers les aient pris pour des agents provocateurs, cet appel est resté sans écho, et les amis de Blanqui ont dû se disperser sans combat sérieux. C'est à peine si les rues avoisinantes s'en sont aperçues.

Cependant, quelques heures après, les journaux du soir rendent compte de l'événement. Mais, seuls, les journaux réactionnaires lui donnent son véritable caractère. Seuls ils déclarent que la tentative révolutionnaire émane de l'organisation blanquiste. Les noms des citoyens Bridau et Eudes, tous deux arrêtés dans le quartier Latin alors qu'ils se croyaient en sûreté, indique suffisamment d'où le coup est parti, font-ils remarquer judicieusement.

Les journaux de l'opposition, *le Temps* en tête, affectent gravement au contraire d'attribuer ce commencement d'émeute aux agents prussiens qui pullulent, disent-ils, à la Villette, sous la qualification d'Alsaciens et qui veulent augmenter par nos discordes civiles les difficultés de la situation.

Mais il y a plus fort. Quoique les noms des deux principaux arrêtés lui soient parfaitement connus, l'irréconciliable Gambetta, dans son beau zèle patriotique et surtout anti-révolutionnaire, demande le sur-lendemain, en plein corps législatif, au nouveau ministre de la guerre, Palikao, pourquoi ces misérables *agents prussiens* n'ont pas encore subi le châtement dû à leur trahison?

«*Un peu de patience, monsieur Gambetta* - lui répond le pillard du Palais impérial de Pékin - *ce châtement ne leur manquera pas. Mais attendez de grâce que l'information soit terminée et que le conseil de guerre ait prononcé l'arrêt*».

Un avocat, le Gambetta du procès Baudin se faisant appeler au respect des formes juridiques par un pandour! Est-ce assez significatif?

Faut-il que ces républicains aient peur de la République!

Les Brisson, les Floquet, les Ferry et autres républicains de cette trempe ayant promis par lettre publique leur concours à Trochu, nommé gouverneur de Paris par la grâce de Dieu et de Madame Bonaparte régente, il m'a semblé flairer dans l'air je ne sais quelle canaillerie dont les révolutionnaires pourraient bien être les victimes désignées, pour servir d'arrhes à cet ignoble marché. J'ai alors filé sur Genève pour consulter là-dessus quelques amis que les derniers événements d'avant la guerre ont contraints de m'y réfugier.

Et puis, peut-être, si Paris ne veut décidément rien faire, attendant toujours un signal qu'on ne lui donnera pas, y aurait-il moyen de tenter quelque chose à Lyon.

Mais il n'était vraiment guère possible de demeurer longtemps à Genève.

Très inquiète, dès le début de la guerre, des conséquences que le succès de la France pourrait avoir sur son indépendance, la Suisse française ne cache pas la joie qu'elle ressent de nos revers. Mais, si légitimes en somme qu'en soient à mon avis les manifestations, elles n'en sont pas moins fort désagréables pour nous.

Durant les huit jours que j'ai passés dans la «*Rome calviniste*», le citoyen Leygues, un vieux proscrit toulousain du coup d'État, et moi, nous avons été trois fois près d'en venir aux mains dans la pension où nous prenions nos repas, avec de braves gens qui tout de même oubliaient un peu trop que nous étions Français et qu'il eût été de meilleur goût d'attendre que nous fussions partis pour témoigner leur satisfaction.

Mon ami Jaclard, qui, pour éviter d'être pris dans le traquenard policier tout dernièrement dénoué à Blois, s'est réfugié à Genève où il donne des leçons, commence aussi à trouver que la vie y est intenable pour les Français.

Aussi, dès que j'ai eu terminé les affaires pour lesquelles j'étais venu, ai-je résolu de ne pas donner suite à l'idée que j'avais eue d'attendre que les événements se dessinent un peu plus nettement à Paris.

C'est encore un des méfaits de ce règne maudit, de nous avoir aliéné, par ses convoitises insensées, cette petite République, dont les trois quarts des citoyens cependant sont d'origine française.

2 septembre 1870

Je rentre du camp de Saint-Maur, où j'étais aller passer la journée avec le citoyen Demay. Les choses ne peuvent durer longtemps ainsi.

Les mobiles de la Seine campés là y vivent dans le plus grand désarroi. Leurs officiers, généralement bonapartistes d'ailleurs, n'osent pas leur faire la moindre observation. Cette jeunesse est décidée à rentrer dans Paris et à mettre en l'air - comme ils disent - «*toute la boutique*».

Nous avons assisté ce soir à un très curieux spectacle dans le café principal ouvert à la tête du camp, près de Joinville-le-Pont.

Au moment où l'on sonnait la retraite, un mobile monte sur une table et réclame le silence.

«*Attention à la prière du soir*», s'écrie-t-il d'une voix tonnante.

- *Vive l'empereur!*

- *M...!* répondent les trois ou quatre cents mobiles qui sont là.

- *Vive le petit prince impérial!*

- *A Chaillot!*

- *Vive l'impératrice!*

- *A Saint-Lazare!*

- *Eh bien ! quoi, alors?...*

- *Vive la République!* répondent en chœur plus formidable les jeunes gens; et bientôt le cri se répercute aux extrémités du camp.

Il faut voir la rage muette des officiers assistant, passifs, à cette scène étrange et sans précédents.

Par quel miracle l'Empire est-il encore debout?

4 septembre 1870

C'en est fait. Le prétendu colosse est enfin par terre. La reddition de Sedan et la honteuse capitulation de Badinguet l'ont précipité dans la boue. *L'assassin du Deux-Décembre* s'appellera désormais *l'Homme de Sedan*.

Dès hier soir la chose était résolue. Trochu et les députés de l'opposition s'étaient mis d'accord. La révolution devenait inévitable. Ces messieurs ont compris qu'ils ne pouvaient plus reculer et le programme d'un pronunciamiento bourgeois a été tracé avec le gouverneur de Paris auquel ils ont juré fidélité.

Les anciens bataillons de la garde nationale, tout spécialement bourgeois et réorganisés à la hâte se sont présentés en tête, arme sur l'épaule - mais sans cartouches - condition formelle de la cérémonie - pour prendre successivement possession du Corps Législatif, du Luxembourg et de tous les bâtiments publics.

La déchéance proclamée, le Corps Législatif et le Sénat dissous, les députés de Paris se rendent à l'Hôtel de ville où un simulacre de sanction est donné à leur intronisation au pouvoir, par de prétendues acclamations approuvatives, au milieu du brouhaha des assistants qui stationnent sur la place de l'Hôtel de ville.

Et pour mieux indiquer les réserves qu'ils y apportent, les membres du nouveau gouvernement ainsi acclamé se gardent bien de proclamer la République. Ils seront le gouvernement de la «*Défense nationale*», et c'est malgré lui que Gambetta, qui cherche à se dérober en rejoignant ses collègues, étant reconnu, se voit contraint de crier vive la République à ceux que ne contente pas, dans sa bouche, le cri, jésuitique en ce moment, de vive la France.

Ah! les drôles de républicains vraiment!

On n'a pourtant pas osé imposer Thiers aux Parisiens, comme membre du nouveau gouvernement dont Trochu a exigé la présidence. Mais l'éloignement de l'homme de Transnonain et de toutes les réactions ne doit être qu'apparent. Sans doute il est chargé d'inavouables manœuvres au dehors.

Justement, le hasard m'ayant fait rencontrer A. Lafont et Clémenceau à l'entrée du Corps législatif, nous découvrons dans un coin Jules Simon et Thiers en conversation qui paraît très animée, à en juger par les gestes éplorés de celui-ci.

Clémenceau se dirige alors sur Simon: «*Comment! lui dit-il, encore ici! Pourquoi n'êtes vous pas déjà à l'Hôtel-de-Ville?*».

- *Mais, je ne sais encore que faire... rien n'est terminé...* balbutie sournoisement ce tartufe.

Et les deux gaspards, surpris dans leurs manigances, s'empressent de se séparer.

Tout cela sent la trahison à plein nez.

Les administrations publiques et municipales sont déjà aux mains de gardes nationaux choisis, à l'air rogue et brutal, préoccupés surtout de «*maintenir l'ordre*».

Les agents de police en disponibilité reviennent à la Préfecture, où Kératry, le nouveau préfet de police, s'attache à leur faire comprendre qu'ils ne tarderont pas à reprendre, il l'espère, leur rôle d'assommeurs. Ils l'exerceront au nom de la *Défense nationale*. Voilà tout. - Et pour eux non plus il n'y aura rien de changé.

Bien que pour ceux de mon âge rien ne rappelle le mouvement d'effusion générale qui suivit la chute de Louis-Philippe, le 24 février, les jeunes pourtant se livrent à de folles joies.

Ils ignorent que Jules Favre, Jules Simon, Crémieux, Garnier-Pagès et Pelletan ont été les auteurs ou les complaisants complices des massacres de Juin, il y a dix-huit ans; que Picard, le sceptique, se «*fout pas mal de tout*» comme il le dit à qui veut l'entendre; que Jules Ferry, il y a peu de temps encore, dans sa superbe vanité, traitait de «*perruques*» les républicains peu confiants dans l'empire libéral; que Gambetta n'aspire qu'à édifier sa fortune politique sur n'importe quelle base, à l'unique condition qu'elle s'édifie, et que Glais-Bizon, moitié naïf, moitié curieux, traversera indifférent cette aventure républicaine à laquelle il ne croit pas.

Quant à Rochefort, qu'on est allé chercher à Sainte-Pélagie et qu'on a imposé à ses collègues qui ne s'en souciaient guère, il est trop évident qu'il n'aura sur eux aucune influence. Tout au plus leur servira-t-il de paravent, comme autrefois Louis Blanc et l'ouvrir Albert au Provisoire de 48.

- *Qu'as-tu donc et pourquoi as-tu l'air si sombre au moment où tout le monde se réjouit?* me disent ma femme et mon plus jeune fils, qui reviennent tout émus des manifestations qu'ils ont vues sur les boulevards.

- *Ma chère amie, jamais la République - la vraie, celle que nous aimons - n'a couru de plus grands dangers que ceux qui l'attendent dès aujourd'hui si l'on ne prend garde.*

Gustave LEFRANÇAIS.
